

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

**SERVICE :**  
SERVICE  
TRANQUILLITÉ  
PUBLIQUE ET  
REGLEMENTATION

Vu la Décision 2023-043 du 22 décembre 2023 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2024,

**ARRÊTÉ :**  
DPR-2024-0974

Vu la demande du 02 octobre 2024 de l'entreprise DEMECO ATLANTIC MOVERS, sise 7 rue du Rémouleur - 44800 SAINT-HERBLAIN,

**OBJET :**  
**Arrêté DPR-2024-0974**  
**Abrogation de l'arrêté**  
**DPR-2024-0934 -**  
**Réglementation en**  
**matière de circulation**  
**et de stationnement -**  
**occupation du**  
**domaine public -**  
**déménagement –**  
**6 avenue Monceau –**  
**le 10 octobre 2024**

Considérant que l'entreprise DEMECO ATLANTIC MOVERS souhaite reporter l'occupation du domaine public dans le cadre d'un déménagement, 6 avenue Monceau à Saint-Herblain, le 10 octobre 2024 (au lieu du 02 octobre 2024),

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté DPR-2024-0934 du 24 septembre 2024.

**ARTICLE 2 :** Le jeudi 10 octobre 2024 de 08h00 à 12h30, l'entreprise **DEMECO ATLANTIC MOVERS** est autorisée à occuper le domaine public, dans le cadre d'un déménagement, au 6 avenue Monceau à Saint-Herblain.

**ARTICLE 3 :** Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la voie précitée :

- **neutralisation partielle de la chaussée et du trottoir au droit du 6 avenue Monceau ;**
- **stationnement AUTORISÉ** pour le véhicule de déménagement ;
- **mise en place d'un alternat par l'entreprise DEMECO ATLANTIC MOVERS ;**
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne seront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Ce stationnement ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

**ARTICLE 4 :** La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, des transports en

commun et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en permanence.

**ARTICLE 5** : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise **DEMECO ATLANTIC MOVERS**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant le déménagement.

**ARTICLE 6** : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

**ARTICLE 7** : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

**ARTICLE 8** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

**ARTICLE 9** : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **6 €** du fait du stationnement d'un véhicule de déménagement sur le domaine public pendant une demi-journée.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

**ARTICLE 11** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 08 OCTOBRE 2024

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à  
la prévention des risques,

**Jocelyn GENDEK**

Reçu en préfecture de Nantes et publié le 08 octobre 2024